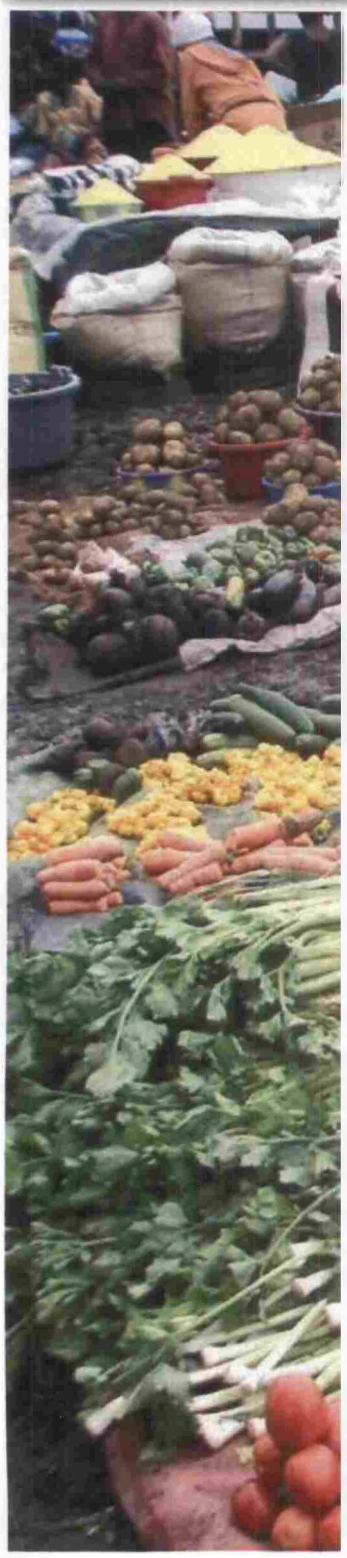
www.agricultures-urbaines.com

Yaoundé
31 octobre
3 novembre
2005



ACTES
Agricultures et Développement Urbain en Afrique de l'Ouest et du Centre

Yaoundé, Cameroun
31 octobre – 3 novembre 2005

IRAD INRAB ISRA
CIRAD

Editeurs Laurent Parrot, Aboubacar Njoya, Ludovic Temple, Françoise Assogba-Komlan, Rémi Kahane, Maty Ba Diao, Michel Havard.

Vol. 1

18. Dynamiques commerciales et approvisionnement des villes en Afrique Centrale : le cas de la ville de Muea entre 1995 et 2004 au Cameroun, PARROT L.*[2], AZEUFOUET A.S.*[2].

[1] Délégation Régionale du Cirad au Cameroun, BP2572, Yaoundé, Cameroun
[2] Institut sous régional de statistique et d'économie appliquée, BP294, Yaoundé, Cameroun
* Corresponding author: laurent.parrot@cirad.fr

Mots clefs: Commercialisation et distribution – Commerce alimentaire – Commerce de détail – Développement rural

Keywords: marketing and distribution - food marketing - retail marketing - rural development

Résumé:

Cette contribution présente une analyse détaillée réalisée entre 1995 et 2004 de la structure et de l'évolution d'un marché agricole et non-agricole d'une petite ville localisée dans une zone péri-urbaine au Cameroun. Pendant un mois environ, deux cent commerçants ont été interrogés chaque jour de marché, et pour chacun des 50 produits commercialisés. Les résultats ont montré (1) une baisse générale du chiffre d'affaire annuel du marché de 2,8 à 1,7 milliards de FCFA, malgré une augmentation du nombre de commerçants, (2) un chiffre d'affaire des produits agricoles en baisse de 71 à 44 pour cent du chiffre d'affaire total, (3) tandis que celui des produits manufacturés augmente de 11 à 30 pour cent du chiffre d'affaire total, (4) l'essor des produits horticoles dont le chiffre d'affaire passe de 9 à 15 pour cent du chiffre d'affaire des produits agricoles, (5) et l'absence d'indications tangibles sur une éventuelle hausse des prix au producteur entre 1995 et 2004. Ces résultats illustrent les changements structurels qui affectent actuellement les villes moyennes en Afrique : la croissance urbaine génère l'émergence des activités de services (dont le commerce) qui favorise l'arbitrage des populations locales en matière d'activité économique. L'absence de tension sur les prix au producteur semble indiquer que l'offre agricole parvient à s'ajuster à la demande.

Abstract :

This contribution presents a detailed analysis conducted between 1995 and 2004 of the structure and the evolution of an agricultural and non agricultural market of a small city localized in a periurban area in Cameroon. During one month, about two hundred tradesmen have been surveyed on every market day, and for each one of the 50 products marketed. The results show that: (1) one observes a general decrease of the turnover of the market from 2,8 to 1,7 billions of FCFA, despite an increase of the number of tradesmen, (2) the real prices decreased between 1995 and 2004, (3) manufactured goods occupy a more and more important place in the exchanges. These results illustrate the structural changes that affect cities in Africa: urban growth generates the rise of service activities without compromising the provision of the big cities in fresh food. The price maintenance means that, despite a growing demand, the agricultural production didn't reach its limits.

Introduction.

L'approvisionnement alimentaire des villes en Afrique est un enjeu majeur pour répondre à l'urbanisation d'une population en forte croissance. Il est communément admis que la production agricole devra augmenter, mais aussi que les infrastructures urbaines et commerciales sont encore insuffisantes.[68] Or les analyses sur la croissance urbaine et agricole sont souvent analysées de manière distinctes malgré leurs imbrications étroites.

Nous testons ici la problématique générale de l'approvisionnement des villes à l'échelle du marché d'une ville de moins de 10 000 habitants dans la Province du Sud-Ouest du Cameroun. Les enquêtes réalisées en 1995 et en 2004 ont permis d'évaluer la dynamique commerciale de ce marché, ainsi que l'évolution structurelle et spatiale des échanges. Nous étudions le poids relatif des différentes catégories de biens échangés sur le marché de cette localité ainsi que l'évolution géographique des flux commerciaux entre ces deux dates. Les enquêtes auprès des ménages menées en parallèle sur la période nous permettent de mieux comprendre les stratégies locales.

Nous présenterons dans la première partie le rôle croissant occupé par les villes secondaires en Afrique. Dans la seconde partie, nous présenterons la zone de l'étude et son insertion dans l'espace national et international dont principalement le Nigeria. Dans la troisième partie, nous présenterons une ville en changement, par la nature de ses activités et par l'amélioration des conditions de vie de ses ménages. Enfin, dans les quatrièmes et dernières parties nous présenterons les méthodes de collecte de l'information et l'évolution des échanges du marché.

I. Le contexte

En 2003, le Cameroun était peuplé de 16,6 millions d'habitants et 52,8 pour cent d'entre eux vivent dans les villes (INS, 2004 : 37). En 2030, selon les prévisions du *World Urbanization Prospects* (2002 : 27), plus de 66 pour cent de la population camerounaise pourrait vivre dans les villes, soit l'équivalent à peu près de la population totale actuelle.

L'émergence des villes secondaires

[68] Il faut remarquer que si les infrastructures sont naturellement nécessaires, des installations partielles peuvent provoquer des effets pervers, en particulier pour les routes qui peuvent déséquilibrer la répartition de certains flux commerciaux (Ruijs et al., 2004).

Entre 1960 et 2020, le nombre de villes de plus de 100 000 habitants devrait passer de 17 à 200 dans toute la zone de l'Afrique de l'Ouest, Cameroun compris (Cour, 1995). Il semble s'avérer que la croissance urbaine pourrait ne pas se concentrer pas dans les grandes agglomérations mais dans les villes secondaires. Selon les prévisions du *World Urbanization Prospects*, les populations des deux plus grandes villes du Cameroun, Douala et Yaoundé, ne progresseront que d'un peu moins de 2 millions d'habitants en 2005 à un peu plus de 2 millions d'habitants en 2015 (UN, 200 : 121) avec pour ces deux villes des taux annuel moyen de croissance plus faibles que lors des décennies précédentes (de 5 à 6 pour cent entre 1990 et 1995 à 2,5 pour cent entre 2010 et 2015). Le pourcentage de la population urbaine résidant dans ces grandes villes baissera pour se stabiliser à 20 pour cent environ en 2015, après avoir un point culminant en 2005 de 22 pour cent (UN, 2002 : 149). La croissance et le développement des villes secondaires facilitera *de facto* la répartition des populations et permettra de diversifier les flux de commercialisation.

En fait, les effets de la croissance urbaine se répercuteront sur les villes secondaires et sur le secteur rural. C'est sans doute pour cette raison que les écarts seront de moins en moins prononcés entre les zones urbaines et les zones rurales ; ce qui est déjà le cas pour les provinces de l'ouest et du sud de Cameroun. Le phénomène d'urbanisation à des conséquences sociales sur les populations qui vivent dans les grandes villes, et sur les populations des campagnes, avec l'essor des villes secondaires. Cette urbanisation en Afrique pose aussi les problèmes structurels en termes d'aménagement urbain, d'infrastructures, et d'enjeux sanitaires. La conséquence principale que l'on observe déjà est que la dichotomie actuelle entre le secteur urbain et le secteur rural sera de plus en plus difficile à tenir car les campagnes s'urbanisent par une densification du tissu urbain et, d'un autre côté, les grandes agglomérations maintiennent des activités agricoles urbaines et péri-urbaines très fortes.

Si le développement des villes secondaires en Afrique se confirme, cela renforcera l'imbrication entre le secteur agricole et le phénomène de développement urbain. Les formes de cette imbrication seront alors variées. Elles ne se limiteront plus à un secteur urbain clairement nettoyé de toute activité agricole, et d'un secteur agricole loin de tout développement urbain. On pourrait effectivement se retrouver avec un secteur agricole capitaliste et un secteur encore traditionnel (Cour 1993 : xi). Mais l'originalité de cette agriculture tiendra probablement de son rôle social profondément enraciné dans les populations subsahariennes, tout du moins dans la Province du Sud-Ouest du Cameroun (Page, 2002).

L'agriculture à la base des emplois

Les exploitations familiales agricoles représentent environ 80 pour cent des exploitations nationales et elles mobilisent l'essentiel de la main-d'œuvre rurale. Avec l'augmentation de la demande en produits alimentaires par les grandes villes, les exploitations familiales agricoles développent progressivement une agriculture commerciale, destinée à leur approvisionnement.

Les problématiques de la sécurité alimentaire constituent le sujet principal des documents stratégiques du secteur rural. Les diagnostics du secteur rural au niveau global sont assez similaires depuis plusieurs années : il existe un potentiel de production important mais le manque d'infrastructure est un frein à sa croissance.

Si le secteur rural ne représente que 20 pour cent du PIB du Cameroun, il emploi dans le même temps 55 pour cent des actifs (INS, 2005 et MINADER, 2006 : 3) et rien ne permet de garantir que ce chiffre diminuera significativement à moyen terme. Si les prévisions se réalisent et que plus de la moitié de la population vit dans des villes en 2030, cela signifie que des agriculteurs vivront en ville, et que des activités agricoles y seront exercées tant que le développement des secteurs des industries et des services n'auront pas absorbé les excédents de main-d'œuvre rurale. Le secteur agricole a encore la lourde charge de contribuer non seulement à la sécurité alimentaire de la population, mais de contribuer aussi au développement économique. Son rôle social est déterminant puisque de fait, le secteur rural fournit encore l'essentiel des emplois et des moyens de subsistance.

II. La province du Sud-Ouest

La région se caractérise par une saison sèche qui s'étend de la fin du mois de décembre à la mi-mars, et une saison des pluies qui débute à cette période et qui prend fin vers les mois de novembre et de décembre. Presque toutes les semis sont accomplis vers la mi-mars mais quelques plusieurs cultures sont effectuées hors saison (bananes, café, plantain et, parfois, macabo / *cocoyams*).

Les activités agricoles

En 1986, les principaux produits vivriers du département de Fako sont, par ordre décroissant d'importance en terme d'exploitation auprès des exploitations familiales agricoles : le maïs (*zea mays*), le plantain (*musa spp.*), les cocoyams (*i.e.*, macabo, *xanthosoma sagittifolium*), les cassaves (*manihot esculenta*), le taro (*colocasia esculenta*), les arachides (*arachis hypogaea*), les ignames (*dioscorea spp.*), l'egusi melon (*citrullus lanatus*), l'okro, les petits pois, les patates douces (*ipomoea batatas*) et le poivre (Almy S.W. et Besong M., 1986). Le plantain, l'egusi, et la cassave (*garri* et *water fufu*) sont les produits les plus commercialisés (Almy S.W. et Besong M., 1990).

En 1995, au niveau de la ville de Muea, les produits les plus importants dans le chiffre d'affaires des échanges, sur un total de 26 produits agricoles échangés, sont les arachides (26 pour cent du chiffre d'affaires), les ignames (12 pour cent) et le garri *egusi* (9 pour cent). Les rendements, sans atteindre les résultats obtenus en station, sont maintenus à des niveaux relativement élevés (Almy et Besong, 1990 : 20).

La production agricole de la Province du Sud-Ouest se réparti entre les vastes plantations agro-industrielles de la *Cameroons Development Corporation* (CDC) et 65 000 exploitations familiales agricoles. La CDC possède 40 000 hectares cultivés et 60 000 hectares en réserve pour des expansions futures. Elle produit principalement du caoutchouc, de l'huile de palme, du thé et des bananes. Le processus de privatisation de la CDC engagé se traduit par la restitution de terres auprès des populations locales, avec pour résultat une tendance à la construction immobilière sur des terres jusque là agricoles.

La superficie des exploitations des cultures vivrières est en général assez réduite et densément cultivées par rapport aux recommandations des centres de recherche agronomiques (Almy et Besong, 1990 : 20). La plupart des exploitations familiales agricoles disposent d'une superficie inférieure à cinq hectares en 1990 (ALMY et BESONG, 1990 : 15). La polyculture sous la forme de cultures associées y est couramment pratiquée, à la fois pour des raisons agronomiques car les sols sont riches, mais aussi pour des raisons économiques. En effet, la diversification de la production agricole atténue considérablement les risques économiques et, bien que les agriculteurs aient observé une diminution du revenu des cultures d'exportation, elle permet d'atténuer les risques de variation de revenus. Les exploitations familiales agricoles de la province du Sud-Ouest exploitent en général deux ou trois parcelles pour les cultures vivrières et une parcelle pour les cultures d'exportation.

Un quart des agriculteurs combinait des arbres avec ses cultures vivrières, dont 15 pour cent pour le café et 16 pour cent pour le cacao. Si l'on considère les champs spécialisés, on arrive à un taux d'exploitation du café et du cacao de 30 pour cent environ (Almy S.W. et Besong M., 1986). En 1990, seuls un quart environ des exploitations de café et de cacao sont des monocultures. La moitié de ces exploitations produit des cultures vivrières autres que le plantain et la banane. Le plantain et la banane se retrouvent dans la moitié des exploitations de café et de cacao, et le taro ou le macabo dans un tiers des champs environ. Le maïs, le manioc et les ignames se retrouvent dans 10 pour cent des exploitations. On retrouve des plantations de café dans un tiers des champs de cacao ; et du cacao dans près de la moitié des champs de café. Les jachères concernant les cultures vivrières exploitées à l'intérieur sont soit très courtes soit inexistantes, et les champs ont une durée de vie de 15-17 ans (Almy S.W. et Besong M., 1990).

Les activités commerciales

Le département de Fako est un exportateur important de produits agricoles destinés à la consommation urbaine des grandes villes telles que Douala et au-delà. Les plus gros marchés étaient, pendant les années quatre-vingts dix, ceux des villes de Limbe et de Tiko dont la clientèle est urbaine, et celui de la ville de Muea.

Il est difficile d'évaluer le nombre exact de marchés agricoles dans la province car ils sont nombreux, d'importance diverses et parfois interconnectés étroitement avec d'autres marchés limitrophes, notamment avec les commerçants positionnés en bord de route. On peut cependant estimer qu'il existe au moins une douzaine de marchés majeurs. La concurrence est assez importante entre ces marchés et, si le marché de la ville de Muea est classé dans la catégorie des marchés majeurs, ses activités ont décliné en partie à cause de l'augmentation de la concurrence des autres marchés, de l'émergence de nouveaux marchés dans le voisinage, et du développement des activités urbaines.

Presque toute la production de maïs et d'okra – *gombo*, ainsi qu'une partie de celle des fruits et du *garri*, est vendue à des commerçants qui attendent au bout des routes agricoles principales, ou qui transmettent des commandes à des agents commissionnés pour préparer un chargement de produit pour une livraison. Les prix pratiqués pour les agents étaient identiques à ceux des marchés locaux. Les grains de maïs séchés sont aussi transportés depuis la zone de Muea jusqu'à Bamenda, lors de la période creuse qui anticipe la récolte.

Les échanges commerciaux informels transfrontaliers avec le Nigeria sont très importants à cause de l'absence d'échanges officiels pour des raisons historiques (rapport collectif DIAL, 1995). De nombreux facteurs interviennent dans la régulation de ces échanges, le taux de change entre le *Naïra* et le Franc CFA, la complémentarité des biens échangés, les migrations humaines, les liens historiques et culturels entre les populations ainsi que le conflit militaire frontalier. Le Cameroun exporte des produits agricoles locaux ou importés du bétail et du poisson. Il importe des matériaux de construction, des produits alimentaires, des véhicules et des produits pétroliers.

III. Le cadre empirique

Le marché

Des rapports datant de 1990 indiquent que le marché agricole de la ville de Muea était le plus important de Fako (ALMY et *al.*, 1990). Il était classé à l'époque (1988-1990) comme marché de grande taille avec plus de 200 vendeurs (Almy et al., 1990 : 15). Aujourd'hui, le marché accueille en moyenne plus de 1 800 vendeurs. Le marché est situé à l'entrée de la ville, en bordure de route. Il est ceinturé par des plantations d'un côté et la ville de l'autre. Le marché de Muea a lieu deux fois par semaine mais il existe aussi des pré-marchés qui se déroulent la veille de ces journées. Ces jours de pré-marché débutent tard dans l'après-midi, vers 16 ou 17 heures, et ils se déroulent à l'autre extrémité de la ville de Muea. Les premières transactions ont lieu à ce moment là. En général, les prix y sont plus faibles ; des commerçants achètent en gros pour revendre ensuite en petite quantité le lendemain.

Produits agricoles commercialisés au marché de la ville de Muea en 1995 et 2004

Produits non horticoles		Produits horticoles
Achu Coco[*]	Igname[*]	Ananas
Arachide sec[*]	Igname "doux"	Banane[*]
Arachides frais[*]	Manioc[*]	Carottes
Banane mûre	Noix de coco	Choux
Canne à sucre[*]	Noix de cola	Légumes[*]
Coco yam[*]	Oignon	Maïs[*]
Condiments	Patate douce	Mangues[*]
Egusi	Plantain[*]	Orange[*]
Garri, Egusi	Plantain (mûr)	Pamplemousse
Gingembre	Poireaux	Papaye Solo[*a]
Gombo	Pomme de terre[*]	Pastèque[*a]
Haricots	Riz	Piment[*]
Haricots verts	*Water fufu*	Piment séché[*]
Ibo Coco[*]	*Water Leaf*	Poire[*]
		Prune[*]
		Tomate[*]

Note – Les dénominations vernaculaires sont inscrites *en italique*.
[*] La ville de Muea produit ce bien. [a] Produit non disponible en 1995.

Le marché commercialise une grande variété de produits agricoles et non-agricoles à des grossistes, des citadins, des ouvriers agricoles des plantations et à des agriculteurs. La plupart des agriculteurs de la ville de Muea arrivent au marché à partir de cinq heures du matin. Ils vendent leurs produits à moitié prix et ils repartent chez eux après avoir acheté les produits dont ils ont besoin.

Les grossistes

Les intermédiaires de produits agricoles sont communément appelés *buyam-sellam* au Cameroun. C'est un terme assez explicite issu de l'Anglais pidgin, et qui signifie littéralement « *buy them and sell them* ». Les *buyam-sellam* tiennent le rôle des intermédiaires dans les échanges entre les agriculteurs dans les zones péri-urbaines et rurales et les consommateurs ou les détaillants dans les villes. Leur activité consiste principalement à assurer le transport entre les zones de production et les zones de distribution. Ce sont en quelque sorte des grossistes[69], même si les quantités varient considérablement de quelques dizaines de kilos (pour les légumes par exemple) et n'excèdent en général pas les capacités des voitures, des minivans ou des quelques rares camions. L'activité des *buyam-sellam* n'est pas nouvelle au Cameroun et elle conserve encore aujourd'hui un caractère très informel. On observe cependant depuis 2004 l'émergence d'une structuration professionnelle des *buyam-sellam* avec la création de plusieurs syndicats.

La ville de Muea

La ville de Muea est localisée dans le département de Fako, province du Sud-Ouest, à une altitude comprise entre 600 et 700 mètres d'altitude sur les flancs du Mont Cameroun, à la frontière entre deux zones écologiques, la zone volcanique inférieure et la forêt de la montagne (Almy S.W. et Besong M., 1990). La ville de Muea est rattachée à la *Muea Agricultural Extension Zone* (MAEZ) située dans une zone mixte constituée de plantations de bananes, d'hévéas et de maïs de la CDC, et d'exploitations agricoles familiales.

La ville de Muea a hérité de la colonisation allemande d'une structure économique basée sur l'exploitation de grandes plantations agricoles qui ont profondément affecté les hiérarchies sociales, l'organisation du travail et surtout les structures commerciales (Clarence-Smith W.G., 1993 ; Konings P., 1993 ; Courade G., 1982). Or, c'est en passant par la ville de Muea notamment que sont construites les premières voix de communication commerciales à destination de l'intérieur du pays. A ce jour, le réseau routier s'est bien entendu développé mais la ville Muea a conservé cette position privilégiée dans l'organisation des échanges de la région.

Le réseau routier relie les différentes localités principales qui interviennent dans les échanges commerciaux du marché. La ville de Muea est à l'intersection de trois axes routiers qui relient au moins trois zones géographiques du Cameroun : l'Ouest, le Sud-Ouest et le Littoral, et le Centre (Yaoundé). Par ailleurs, le marché de Muea est connecté à la route transafricaine qui traverse le pays

[69] Un grossiste est un intermédiaire de la chaîne de distribution qui achète le produit en grande quantité au producteur et le revend en plus petites quantités aux distributeurs ou aux détaillants.

d'Est en Ouest, de la République Centrafricaine jusqu'au Nigeria. Le réseau routier ainsi tracé et la disposition des localités elles-mêmes fait apparaître deux axes d'échanges principaux. Le premier axe Nord-Sud recouvre l'Ouest du Cameroun ainsi que le Sud-Ouest et le littoral, de la ville de Bamenda à Limbe. Le deuxième axe Est-Ouest s'étend des villes de Muea de Douala jusqu'à Edea et plus loin jusqu'à Yaoundé.

La ville de Muea a fait l'objet d'une série d'enquêtes en 1995 puis en 2004 (Parrot, 1998). Bien que sa population totale ne s'élève qu'à un peu moins de dix mille habitants, elle regroupe un grand nombre d'immigrés célibataires ou réunis en famille réduite. Son PIB a été évalué à deux milliards de F CFA en 1995, soit plus de 500 dollars de revenus par an et par personne en moyenne. Les immigrants sont attirés par les importantes capacités agricoles vivrières et de rente de la ville, ainsi que par ses nombreuses activités urbaines informelles. Les résultats des recensements accomplis en 1995 et 2004 ont montré une urbanisation importante de la zone puisque l'on constate une augmentation de 13 pour cent du nombre de ménages seulement mais une augmentation de 67 pour cent des maisons. Mais les parcelles sont toujours présentes dans le paysage, même si leur superficie est réduite.

Les activités agricoles se caractérisent par une diversité de cultures exploitées et commercialisées (26 produits vivriers et deux produits de rente), ainsi que par une rotation continue tout au long de l'année grâce à un environnement agro-climatique favorable. Il est donc presque impossible pour un agriculteur de se souvenir de la fréquence et des montants de sa production vendue. Les informations nécessaires sont trop complexes pour être obtenue exclusivement par l'intermédiaire d'une enquête budget - consommation auprès des ménages à un seul passage. Elles ont donc été complétées par une enquête ciblée auprès du marché pour croiser les informations collectées en fonction des différentes sources.[70]

Les enquêtes

Les enquêtes pour le marché ont couvert l'ensemble des 48 produits agricoles et non-agricoles échangés. Les 48 produits échangés sur la place se répartissent dans l'une des catégories suivantes: *(i)* produits de l'agriculture, *(ii)* produits de la pêche, *(iii)* produits de l'élevage, *(iv)* produits manufacturés et services, *(v)* et textile. Les produits de l'agriculture sont les plus nombreux. Les produits manufacturés et les services regroupent une multitude d'activités disparates qui vont du cordonnier à la restauration rapide. La gamme des produits de l'élevage et de la pêche est moins étendue, mais ce sont des activités lucratives.

Pour chaque jour de marché et pour chaque produit échangé (près d'une cinquantaine de produits au total), deux enquêteurs dénombraient dans un premier temps le nombre total de vendeurs présents pour chaque produit commercialisé, puis sélectionnaient environ 4 commerçants pour les interroger[71]. Une dizaine de variables ont constitué la base du questionnaire. Ces variables se répartissent globalement en des informations concernant l'origine géographique des produits, des commerçants et des acheteurs ; et des informations concernant les prix unitaires de chaque produit, les quantités échangées et les revenus collectés. Au final, pour chaque jour de marché enquêté, un échantillon de 200 commerçants environ a été interrogé, soit 4 commerçants en moyenne pour chaque produit. Si l'échantillon est faible pour chaque activité prise individuellement, les extrapolations pour chaque produit sont pertinentes sur toute la période de l'enquête. Comme pour les vendeurs, des échantillons restreints d'acheteurs ont été constitués, mais il est plus difficile de couvrir correctement les acheteurs que les vendeurs dans de telles conditions d'échanges.

Les prix

En 1990, le marché de Muea est l'un des plus chers de la province, mais les écarts de prix n'étaient que de 3 pour cent en 1989-90 (Almy et *al.*, 1990 : 7). Le maïs vert et les *cocoyams* sont parmi les plus chers ; le maïs sec (qui provient souvent de la province du Nord-Ouest), les ignames et les arachides sont relativement bon marché.

Pour tenir compte du taux d'inflation des prix, les prix de 2004 ont été déflatés sur la base de l'indice des prix à la consommation disponible auprès de l'Institut National de Statistique du Cameroun, soit 25,5 pour cent entre 1995 et 2004, ce qui correspond à un taux d'inflation annuel moyen de 2,3 pour cent. Les résultats sont donc exprimés aux prix réels (base 100 en 1995).

Les relevés sur le marché en 1995 et 2004 montrent que des biens manufacturés importés comme les chaussures ont vu leur prix doubler dans le marché entre 1995 et 2004. Par contre le prix des produits vivriers non horticoles stagne, voire diminue : le prix du plantain augmente de 11 pour cent en termes réels (48 pour cent si l'on n'intègre pas le taux d'inflation) et celui de la volaille de 10 et 47 pour cent respectivement, mais le prix de la banane mûre diminue de 50 pour cent (30 pour cent si l'on n'intègre pas le taux d'inflation).

Les produits ne sont pas commercialisés au poids mais en volume (tas, poignée, seau, bassine, sac) et la plupart des produits ont différentes unités de volume (par exemple les mangues sont commercialisées par tas ou par seau). L'étalonnage en kilogramme est donc difficile à réaliser, d'autant plus que les prix pour un même produit sont hétérogènes au cours de la journée et au sein même du marché sous le jeu de la concurrence.

On constate cependant entre 1995 et 2004 une stagnation voire une baisse tendancielle des prix réels au détail sur le marché de la ville de Muea. En tout cas, il n'y pas de tension sur les prix aux producteurs observée de

[70] Pour plus d'informations concernant les systèmes d'information, voir (PARROT L., 1998b)

[71] Les vendeurs étaient interrogés sur leur jour de marché précédent afin d'obtenir des données complètes. C'était en général le dernier marché ou l'avant dernier tout au plus. Au contraire, les acheteurs étaient interrogés sur le jour de marché actuel.

manière tangible en particulier pour les produits vivriers non horticoles. Par exemple, le prix réel (intégrant le taux d'inflation de 25,5 pour cent) pour un « pousse-pousse » rempli d'igname était de 80 000 FCFA en 1995 et de 56 250 FCFA en 2004 (70 000 FCFA sinon), et pour le taro (sous ses diverses variétés locales) de 1500 FCFA en 1995 et de 2500 FCFA en 2004. L'absence de hausse significative des prix sur le marché signifie a priori qu'il n'existe pas de tensions importantes entre l'offre et la demande en produits agricoles. Toute augmentation de la demande en produits agricoles se traduit par une augmentation de l'offre, soit au niveau de la production, soit au niveau commercial.

L'estimation du chiffre d'affaires

Le marché se tient deux fois par semaine. Cela correspond à plus d'une centaine de jours d'activité commerciale par an. Or les enquêtes auprès du marché de Muea se sont déroulées au mois d'août en 1995, sur 8 jours de marché ; et au mois de juin en 2004, sur 6 jours de marché. La période retenue pour les enquêtes est donc relativement restreinte et n'intègre donc pas les effets saisonniers. Cela signifie au niveau des produits agricoles que les résultats ne sont a priori représentatifs que pour les informations agrégées pour tous les produits agricoles, et non produit par produit. L'hypothèse réductrice retenue ici est que l'activité du marché est constante tout au long de l'année compte tenu de l'activité permanente du marché tout au long de l'année.

Dans certains cas, la combinaison des produits mis en vente peut compliquer considérablement les estimations de chiffre d'affaire pour chaque produit. Par exemple, certains commerçants combinent à la vente du riz avec des arachides, ou du riz, des arachides et des oignons. D'un point de vue méthodologique, le calcul total des revenus commerciaux sans distinction des produits agricoles est plus facile que pour une distinction par produit. Les combinaisons « arachide, riz et haricot » et « oignons, *niansang* et gingembre » représentaient 10 et 5 pour cent environ du chiffre d'affaire du marché en 1995. En 2004, leurs parts respectives chutent à moins de 2 pour cent et moins de 1 pour cent grâce à l'amélioration des techniques de relevé sur le terrain et surtout une spécialisation des commerçants pour les produits.

IV. Les résultats

L'origine géographique des produits et des commerçants se répartit parmi plus d'une cinquantaine de localités plus ou moins importantes. Elles ont été regroupées dans trois zones. La première zone, la zone A, regroupe les localités situées dans un rayon inférieur à 15 kilomètres de la ville de Muea, soit 38 localités. La zone B (entre 15 et 100 kilomètres) regroupe 9 localités dont une grande ville industrielle (Douala). La zone C regroupe 6 localités situées à plus de 100 kilomètres de la ville de Muea, dont la capitale du Cameroun (Yaoundé), le Nigeria et Bamenda.

Le chiffre d'affaires annuel du marché est calculé sur la base d'un jour de marché, multiplié par 104, qui représentent le nombre de semaines dans l'année multiplié par le nombre de jours de marché par semaine. On obtient ainsi 2,8 milliards de F CFA en 1995 et 1,7 milliards en 2004.

Tableau: Chiffre d'affaire quotidien du marché de la ville de Muea entre 1995 et 2004 (FCFA).

	1 995			2 004		
	N	Chiffre d'affaires	%	N	Chiffre d'affaires	
- Produits de l'agriculture	26	19 306 590	71%	36	7 198 560	44%
- Produits de l'élevage	5	1 047 304	4%	8	1 586 019	10%
- Produits de la pêche	2	1 499 740	6%	5	1 016 197	6%
- Produits manufactures	12	3 053 806	11%	17	4 858 819	30%
- Textile	3	2 326 042	9%	2	1 766 813	11%
Total Produits	**48**	**27 252 228**	100%	**68**	**16 426 408**	100%
- Zone A (ville de Muea)	1	5 266 664	19%	1	4 310 043	26%
- Zone A (< 15 km, hors Muea)	33	4 177 872	15%	18	1 273 267	8%
- Zone B (entre 15 km et 100 km)	16	14 523 584	53%	14	8 183 730	50%
- Zone C (> 100 km, dont Nigeria)	11	2 914 112	11%	21	2 627 285	16%
- Zone non localisée	4	351 250	1%	4	32 084	0%
Total Zone d'origine des produits	**65**	**27 252 228**	100%	**58**	**16 426 408**	100%

Note : Le Chiffre d'affaire est calculé sur une moyenne calculée sur une base de 6 jours de marché en 1995 et en 2004. Les résultats de 2004 sont déflatés du taux d'inflation, soit 25 pour cent pour la période 1995-2004. Les valeurs de N représentent les gammes des produits ou le nombre de localités.

Le tableau ci-dessus présente les résultats obtenus à l'issue des enquêtes en 1995 et en 2004. Les extrapolations sur une base annuelle sont calculées à partir de ces résultats. On constate la gamme très étendue des produits échangés et le nombre important de localités qui interviennent dans les activités. En 2004, la part des produits agricoles dans les échanges baisse de manière importante, même s'ils demeurent les plus importants en valeur absolue par rapport aux autres produits non agricoles. Les produits manufacturés voient leur part de marché tripler sur la période en passant de 11 à 30 pour cent du chiffre d'affaire total du marché. Le

chiffre d'affaires par zone d'origine des produits montre que la ville de Muea maintient une part importante dans les échanges (26 pour cent en 2004).

Entre 1995 et 2004, la gamme de produits agricoles commercialisés augmente de 26 à 36. Deux nouvelles espèces fruitières ont été introduites, la pastèque et la papaye. Au-delà de l'introduction de la papaye et de la pastèque, la différence s'explique par un élargissement des combinaisons de produits agricoles vendus par les commerçants : par exemple, en 1995, un commerçants qui vendait des oignons ne vendait presqu'exclusivement que des oignons, mais en 2004 on constate que des commerçants combinent aussi la vente d'oignons avec du riz et des arachides. Mais, comme nous l'avons signalé plus haut, ce phénomène ne représente en 2004 que 2 pour cent du chiffre d'affaire du marché.

Au niveau des localités, la zone A, qui regroupe toutes les localités comprises dans un rayon inférieur à 15 km, est passé de 33 à 18, tandis que le nombre de localités de la zone C est passé de 11 à 21. Les échangent commerciaux se sont donc étendus en 2004 auprès de zone plus éloignées.

Tableau: Evolution du marché de la ville de Muea entre 1995 et 2004.

	1995		2004	
Répartition du chiffre d'affaires par produit[a] :	Millions FCFA	%	Millions FCFA	%
- Produits de l'agriculture	2 008	71%	749	44%
- Produits de l'élevage	109	4%	165	10%
- Produits de la pêche	320	11%	106	6%
- Produits manufactures	156	6%	505	30%
- Textile	242	9%	184	11%
Total	**2 834**	**100%**	**1 708**	**100%**
Répartition du chiffre d'affaires par zone[b] :	Millions FCFA		Millions FCFA	
- Zone A (ville de Muea)	548	19%	448	26%
- Zone A (< 15 km, hors Muea)	434	15%	132	8%
- Zone B (entre 15 km et 100 km)	1 510	53%	851	50%
- Zone C (> 100 km, dont Nigeria)	303	11%	273	16%
- Zone non localisée*	37	1%	3	0%
Total	**2 834**	**100%**	**1 708**	**100%**
Répartition des commerçants par produit :				
- Produits de l'agriculture	1 249	68%	1 206	50%
- Produits de l'élevage	64	3%	171	7%
- Produits de la pêche	114	6%	223	9%
- Produits manufacturés	244	13%	656	27%
- Textile	175	9%	161	7%
Total	**1 846**	**100%**	**2 418**	**100%**
Chiffre d'affaire par commerçant (FCFA):				
- Produits de l'agriculture	15 463	-	5 970	-
- Produits de l'élevage	16 308	-	9 289	-
- Produits de la pêche	26 952	-	4 549	-
- Produits manufacturés	6 138	-	7 404	-
- Textile	13 317	-	10 957	-
Moyenne	**15 603**	-	**7 634**	-
Répartition géographique des commerçants par zone :				
- Zone A (ville de Muea)	544	29%	294	12%
- Zone A (< 15 km, hors Muea)	772	42%	1 770	73%
- Zone B (entre 15 km et 100 km)	50	3%	287	12%
- Zone C (> 100 km, dont Nigeria)	63	3%	43	2%
- Zone non localisée*	416	23%	23	1%
Total	**1 846**	**100%**	**2 418**	**100%**

Note – Les résultats sont obtenus en 1995 et en 2004 sur la base de 6 jours de marché.

* Les localités non repérées sur les cartes sont regroupées dans cette ligne.

[b] En 1995, l'arachide, l'igname et le *Garri-Egusi* sont les produits majeurs commercialisés sur le marché de Muea. En 2004, ce sont les ignames, les produits textiles (*okrika*) et les chaussures.

[c] En 1995 et en 2004, les localités principales dans les échanges et par zone demeurent Muea (zone A), Douala (zone B) et Bamenda (zone C).

Le chiffre d'affaire global en termes réels du marché de Muea est en baisse de 40 pour cent entre 1995 et 2004 (22 pour cent si l'on ne tient pas compte de l'inflation sur la période), avec des résultats contrastés selon les catégories de produits commercialisés. Les activités non agricoles (produits manufacturés et textiles) et les activités de l'élevage ont vu leur chiffre d'affaire combiné augmenter de 19 pour cent en 1995 à 51 pour cent du chiffre d'affaire total. Les produits de l'agriculture conservent une part dominante dans les activités mais leur importance s'est réduite en passant de 71 à 44 pour cent du chiffre d'affaire total du marché.

Cependant, le chiffre d'affaire de tous les produits agricoles n'a pas forcément baissé. A l'échelle du chiffre d'affaire total, si les produits horticoles se maintiennent autour de 6 pour cent de part de marché, leur chiffre d'affaire voit leur part augmenter de 9 à 15 pour cent du chiffre d'affaire pour l'ensemble des produits agricoles. Les deux produits introduits à la fin des années 90, la papaye et la pastèque, sont les deux produits en tête des échanges des produits horticoles.

La part dans le chiffre d'affaire des activités de l'élevage, des produits manufacturés et de la pêche s'améliore d'une manière générale. L'augmentation des échanges pour les produits manufacturés est la plus importante en passant de 11 à 30 pour cent du chiffre d'affaire du marché de Muea. Le nombre de commerçants de cette activité suit la même croissance en passant de 13 à 27 pour cent du total.

Les cultures de rentes (café et cacao) sont un peu éclipsées de l'économie de la ville car la valeur des échanges est dérisoire par rapport aux produits vivriers. Les données des enquêtes confirment que le cacao ne constitue plus la source principale de revenus dans la ville de Muea. Cependant, c'est une valeur refuge pour les agriculteurs car elle leur permet d'assurer la sécurité foncière remise en cause par une immigration soutenue.

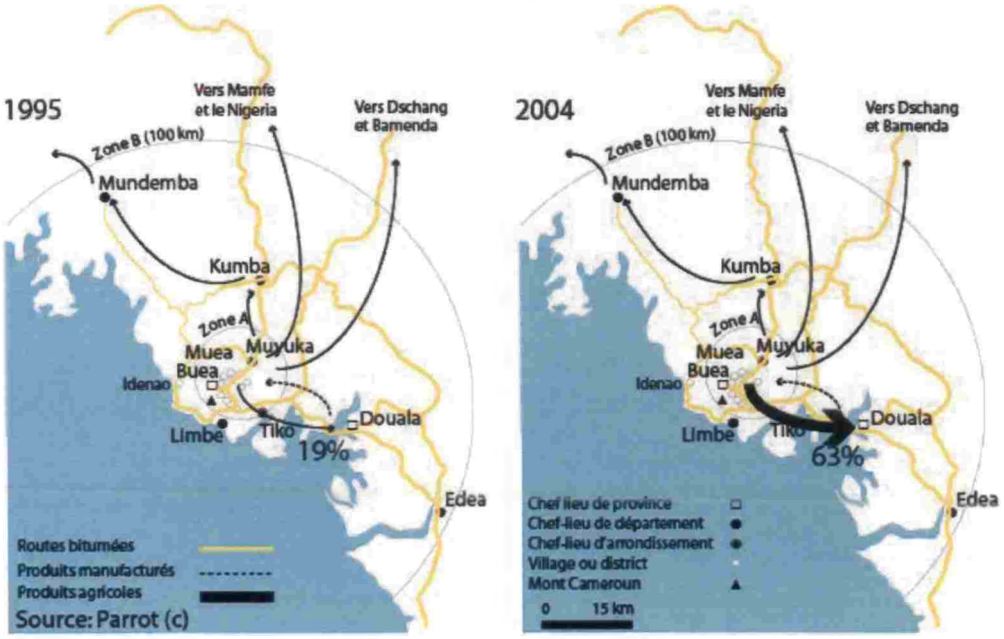
Les commerçants

Le nombre de commerçants augmente de 31 pour cent entre 1995 et 2004 dans toutes les catégories de produits, à l'exception des produits agricoles. Les commerçants des produits de l'agriculture sont toujours majoritaires mais ils sont passés de 68 pour cent à 50 pour cent de l'effectif total. En revanche, le nombre de commerçants dans les produits manufacturés passe de 13 à 27 pour cent de l'effectif total.

La conjugaison entre la tendance à la baisse des activités commerciales et l'augmentation du nombre de commerçants se traduit par une baisse impressionnante du chiffre d'affaire par commerçant. En termes réels, le chiffre d'affaire par commerçants est divisé par trois pour les produits de l'élevage, par deux pour les produits de l'élevage, par six pour les produits de la pêche. La baisse n'est que de 20 pour cent pour les produits textiles. Seuls les produits manufacturés voient le chiffre d'affaires par commerçants augmenter en termes réels de 17 pour cent.

En somme, les résultats de l'enquête montrent qu'entre 1995 et 2004 les revenus commerciaux ont baissé pour tous les produits, à l'exception des produits manufacturés. Mais il ne faut pas confondre la baisse des revenus commerciaux avec la baisse du revenu des ménages puisque les enquêtes accomplies auprès des ménages ont au contraire montré une amélioration des conditions de vie (Parrot et Nantchouang, 2005).

Flux commerciaux du marché de la ville de Muea entre 1995 et 2004 et poids le Douala dans le Chiffre d'affaires du marché



L'approvisionnement de la ville de Douala

La ville de Douala est peuplée d'un peu plus de deux millions d'habitants, soit un peu plus que la capitale, du pays Yaoundé (1,7 millions) selon les estimations du *World Urbanisation Prospects* (2002 : 212). Douala est la capitale industrielle du pays avec son port maritime. Elle est approvisionnée en vivres frais par la plupart des marchés de la province du Sud-Ouest et notamment par celui de la ville de Muea.

Le poids de la ville de Douala dans les échanges du marché de la ville de Muea, déjà important en 1995, s'est encore accru en 2004. La part de la ville de Douala dans le chiffre d'affaires est passée de 31 à 40 pour cent entre 1995 et 2004. Le nombre d'acheteurs originaires de Douala, autrement dit, qui se déplacent pour acheter des produits, a triplé en passant de 19 à 63 pour cent du total entre 1995 et 2004.

L'igname est passée de 27 pour cent des achats du marché en 1995 à 80 pour cent des achats sur le marché. L'igname représente en moyenne 39 pour cent des achats de tous les marchés entre les deux années. Pour le reste des produits, il ressort que le *taro* est le produit le plus acheté par les ressortissants de Douala dans le marché en 1995. Le macabo, la canne à sucre et le plantain bien qu'ayant un faible poids en 1995, sont les autres produits les plus importants dans les échanges en 2004 avec Douala.

Les produits les plus achetés par les acheteurs en provenance de Douala semblent être uniquement les produits agricoles. Cette tendance se confirme, en effet les acheteurs de Douala durant les jours de marché en 1995 et 2004 n'ont acheté que des produits agricoles. Il semble donc, puisque l'on constate une diminution globale du chiffre d'affaire du marché pour les produits agricoles, que le marché semble se concentrer progressivement vers l'approvisionnement de Douala.

L'émergence des exploitations capitalistes

Les enquêtes ont montré une spécialisation des activités menées par les ménages. Si la diversification des activités entre les secteurs urbains et agricole est toujours importante, elle l'est beaucoup moins en 2004 qu'en 1995. Un nombre croissant de ménages pratiquent soit des activités urbaines, soit des activités rurales. Le nombre d'actifs qui produisent et commercialisent des produits horticoles a baissé de 46 à 37 pour cent du total des actifs et de 59 à 42 pour cent pour les produits non horticoles. Les revenus issus des produits horticoles ont doublé en termes réels entre 1995 et 2004, tandis qu'ils diminuent pour les produits non horticoles.

En 2004, les enquêtes auprès des ménages de la ville de Muea montrent un changement dans les pratiques agricoles (Parrot et *al.*, 2006). Le revenu et l'autoconsommation des produits vivriers non horticoles sont en baisse aussi bien au niveau de la population active que des chefs de ménages entre 1995 et 2004 tandis que dans le même temps, le revenu et l'autoconsommation des produits vivriers horticoles augmente. Il apparaît pour l'intégralité des produits agricoles, horticoles et non horticoles, que la population active qui cultive et commercialise des produits est en baisse entre sur la période. Cela signifie que l'on assiste progressivement à une spécialisation professionnelle, avec d'une part des actifs principalement dans les activités agricoles et d'autres actifs qui s'orientent dans des activités urbaines, mais sans abandonner toute production rurale, puisqu'elle leur sert pour de l'autoconsommation.

L'agriculture reste une activité exercée par la plupart des habitants, mais ceux-ci diversifient moins leurs activités professionnelles par rapport à 1995, ce qui est bon signe puisque cela devrait traduire une forme de spécialisation utile pour dégager les gains de productivité nécessaire au maintient de l'offre agricole. D'ailleurs, l'enquête auprès des ménages en 2004 montre que le nombre et les dépenses de produits chimiques ont doublé entre 1995 et 2004.

Conclusion.

Nous avons présenté l'intégration d'une petite ville africaine ouverte sur les marchés extérieurs grâce à la connaissance de son économie locale et l'analyse approfondie de son commerce extérieur. Ces résultats ont pu être obtenus grâce à un système d'information particulier qui a permis de déterminer la structure de la ville et les flux de marchandise entre la ville et l'environnement économique dans lequel elle s'inscrit et de comparer cette évolution entre 1994 et 2004. Les systèmes d'information développés pour l'étude des économies locales permettent de contribuer à l'étude de leur intégration et leur impact dans les échanges régionaux ou nationaux. Ils permettent aussi d'analyser, au-delà des interactions entre les agents économiques et le poids relatif des différents secteurs économiques de l'économie locale, leur niveau de dépendance auprès des marchés extérieurs, leur impact sur la région et les pôles de développement potentiels.

Si les marchés de produits agricoles ont périphériques aux grandes villes ont toujours assuré un approvisionnement, notre analyse montre que l'on assiste à un changement structurel des économies locales africaines et plus particulièrement dans les zones urbaines et péri-urbaines. L'émergence du secteur des produits manufacturés et des services (notamment liés à la commercialisation des produits agricoles) occupe une part croissante dans la structure des économies, auparavant fortement agricoles. Par ailleurs, l'intégration croissante des villages et des villes dans les échanges commerciaux provoque l'apparition d'une classe de commerçants, ou d'intermédiaires spécialisés et professionnels. Les comportements des commerçants semblent être devenus plus concurrentiels mais aussi plus structurés avec l'émergence de syndicats de grossistes.

Bibliographie

Almy S.W. et Besong M., 1986, « Farming systems survey of Fako division, South West Province », Testing and Liaison Unit, IRA-Ekona, Cameroun.

Almy S.W. et Besong M., 1990, « The farming systems of South West province », National Cereals Research and Extension Project, IITA/IRA/USAID, Testing Liaison Unit, Ekona, Cameroun.

Almy S.W., Besong M. et Bakia B., 1990, « Food prices in South West province - A study of food crop in twelve markets, two-year report: 1988-1990 », National Cereals research and Extension Project, IITA/IRA/USAID, Testing Liaison Unit, Ekona, Cameroun.

Clarence-Smith W.G., 1993, « Plantations Versus Smallholders Production of Cocoa : The Legacy of the German Period in Cameroon », in *Itinéraires d'Accumulation au Cameroun*, Karthala, Paris, pp.187-216.

Cour J.M., 1995, Les enjeux de l'urbanisation dans les pays en voie de peuplement, OCDE-Club du Sahel, Paris, 53 p.

Courade G., 1982, « Marginalité volontaire ou imposée: le cas des Bakweri (KPE) du mont Cameroun », cahiers ORSTOM, série *Sciences humaines*, vol. 18, n°3, pp.357-88.

Dongmo C., 2005, *Dynamique d'une horticulture péri-urbaine au Cameroun : l'exemple du Sud-Ouest Cameroun entre 1995 et 2004*, Master en Statistiques Appliquées, Université de Yaoundé I, 159 p.

Geschière P., Konings P., dir. pub., 1993, *Itinéraires d'Accumulation au Cameroun - Pathways to accumulation in Cameroon,* Karthala, Paris.

Hatcheu E., 2003, *L'approvisionnement et la distribution alimentaires à Douala (Cameroun): logiques sociales et pratiques spatiales des acteurs*, thèse, Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, 455 p.

Konings P., 1993, « Contract Farming and Capital Accumulation in Cameroon : The Case of the CDC Smallholder Schemes », in *Itinéraires d'Accumulation au Cameroun*, Karthala, Paris, pp.217-39.

INS, 2004, *Annuaire Statistique du Cameroun 2004*, Ministère de l'Economie et des Finances: Yaoundé, Cameroun.

INS, 2005, *Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel au Cameroun en 2005 – Phase I Enquête sur l'emploi*, rapport principal, Institut National de la Statistique, décembre 2005, 89 pages.

McCormick, Dorothy, 1999, "African Enterprise Clusters and Industrialization: Theory and Reality." *World Development*, volume 27: numéro 9, pp. 1531-51.

MINADER, 2006, Stratégie de Développement du Secteur Rural, Synthèse du volet agriculture et développement rural, Document de travail, Ministère de L'Agriculture et du Développement Rural, janvier 2006, 84 p.

Page, B., 2002, "Urban Agriculture in Cameroon: an Anti-Politics Machine in the Making?", *Geoforum*, 33: 41-54.

Parrot L., Dongmo C., Ndoumbé M., Poubom C., 2006, Prospering Periurban Horticulture, communication présentée à l'atelier Agricultures et développement urbain en Afrique de l'Ouest et du Centre, Palais des Congrès, Yaoundé, 30 octobre – 3 novembre.

Parrot L., R. Kahane, L. Nounamo, A. Nantchouang, 2006, "Prospering Peri-Urban Horticulture : Evidence from South-west Cameroon between 1995 and 2004", in P.J. Batt ed., *Proceedings of the first International Symposium on Improving the Performance of Supply Chains in the Transitionnal Economies*, 19 – 23 juillet, Chiang Maï, Thaïlande, ISHS, Acta Horticulturae number 699, pp 349-56.

Parrot L., et Nantchouang A., 2005, « Dynamiques de la Pauvreté en Zones Urbaines et Péri-urbaines » Savoirs et Actions Publiques : Education, Responsabilité, Action collective, Equité, 5ème Conférence internationale sur l'approche des capacités: UNESCO, 11 - 14 septembre 2005, Paris, France.

Parrot L., 1998, « Pluri-activité et stratégies des ménages: le cas de Muea au Cameroun », *Mondes en Développement*, Tome 26, n°104, pp.73-84.

Ruijs, A., Schweigman C., et Lutz C., 2004, "The impact of transport and transaction-cost reductions on food markets in developing countries: evidence for tempered expectations for Burkina Faso," *Agricultural Economics*, 31, pp. 219–28.

United Nations, 2002, *World Urbanization Prospects - The 2001 Revision - Data Tables and Highlights*, 182 pages. United Nations Population Division, Department of Economic and Social Affairs: New York.